

# notre enquête

À Athènes comme dans le reste du pays, les Grecs doivent s'entraider pour faire face aux effets conjugués de la crise et de l'austérité.





Il y a trois mois, les Grecs ont porté au pouvoir **Syriza, le parti de la gauche radicale, qui promet d'en finir avec la cure d'austérité imposée par l'Europe.** Trois mois après les élections, reportage à Athènes, où l'entraide citoyenne reste le meilleur antidote à la détresse.

# La Grèce, solidaire dans la tourmente

PAR **MARIE-VALENTINE CHAUDON**  
PHOTOS **STEFANIA MIZARA**

**C'**EST UNE GRANDE artère qui fend la ville vers la mer. Il n'y a pas si longtemps, l'avenue Iroon Polytechniou, au Pirée, près d'Athènes, était réputée pour ses magasins de voitures. Les enseignes des plus grandes marques automobiles y avaient pignon sur rue. Aujourd'hui, dans l'enfilade des vitrines fantômes, seul demeure un marchand de scooters. Sur le trottoir opposé, dans un modeste square, une énorme marmite mijote sur un réchaud au milieu des bancs et des bosquets. Trois fois par semaine, comme ce samedi midi, l'association Solidarité Pirée fait la cuisine. Au menu du jour : une potée de courgettes et petits légumes. Au

total, une centaine de personnes devraient pouvoir manger : des sans-abri, des migrants mais aussi de nombreux résidents du quartier. « Il y a beaucoup de gens issus de la classe moyenne, qui ne ressemblent pas à l'image que l'on se fait de la pauvreté, commente Dionissis, 46 ans, l'un des fondateurs de Solidarité Pirée. Ils ont encore un toit sur la tête, mais plus rien pour faire face aux dépenses du quotidien. » Lui-même a perdu son emploi en mai 2012. Dionissis s'est alors installé au Pirée, où il a passé sa jeunesse, pensant qu'il retrouverait très vite un poste. En vain. Aujourd'hui, le quadragénaire vit avec son père de 80 ans dans la maison de son enfance. Une situation « difficile à accepter » mais devenue presque ordinaire en Grèce, où le chômage touche 26 % de la population. Dans la ville du Pirée, ce taux ▶



1



2



3



4

### SURMONTER LA HONTE DE LA PRÉCARITÉ ET DU CHÔMAGE

« J'avais même les 35 %. Longtemps, j'ai eu honte de dire que je n'avais pas de travail, confie Dionissis, à la haute stature élégante. Mais je me suis rendu compte que je n'étais pas seul dans cette situation. » En octobre 2012, avec une vingtaine d'amis au chômage ou occupant des emplois précaires, il fonde Solidarité Pirée, pour, dit-il, « nous aider nous-mêmes et aider les autres ». En Grèce, 2012 est l'année de l'effondrement. Le pays subit de plein fouet les effets conjugués de la crise et des politiques d'austérité imposées par l'Europe en contrepartie de son aide. « Un véritable

choc », se souvient Dionissis. La distribution alimentaire devient alors la première vocation de Solidarité Pirée. Aujourd'hui, l'association compte plus de 200 membres, qui sont à la fois bénévoles et bénéficiaires. Le local, prêté par un voisin, est ouvert toute la journée. Les uns viennent y boire un café, les autres emprunter un ouvrage de la bibliothèque ou dénicher un vêtement dans le vestiaire solidaire à l'étage.

#### Sauver la cohésion sociale

Solidarité Pirée propose également des conseils d'avocats, du soutien scolaire, des rencontres... « Le plus important, c'est d'éviter que les personnes en difficulté se désocialisent, s'isolent », explique Dionissis. L'enjeu est de taille, particulièrement au Pirée où Aube dorée, le parti néonazi grec, enregistre régulièrement ses meilleurs scores électoraux. Plus au nord, à Keramikos, l'ancien

- 1| L'Église orthodoxe continue de jouer un rôle considérable dans l'aide aux plus démunis.
- 2| Anna, 28 ans, refuse de quitter le pays et a choisi de créer son entreprise.
- 3| Sofia, 70 ans, a vu sa retraite chuter de 500 à 365 euros. Elle bénéficie de l'aide de la paroisse.
- 4| Kostas, 51 ans, dans le garde-manger de son association L'autre personne.

quartier des potiers à Athènes, Kostas a compris lui aussi qu'il fallait nourrir bien plus que les ventres. Son organisation O allos anthropos (littéralement L'autre personne) occupe un appartement au deuxième étage d'un immeuble de la rue Plataion. Le lieu est mis gratuitement à disposition par un particulier, les sans-abri peuvent notamment y prendre une douche et un petit déjeuner. Ils sont de plus en plus nombreux, hommes et femmes, à dormir dans la rue. Un phénomène presque inimaginable en Grèce il y a

encore quelques années. Chez Kostas, ils peuvent, comme les habitants du quartier, profiter de la bibliothèque et de l'ordinateur connecté à Internet. Un espace rempli de jouets est dédié aux bambins du secteur. Les habitués ont aussi créé une troupe de théâtre, une manière d'exorciser la détresse du quotidien. Ce matin-là, Maria, 33 ans, est à la cuisine. Sans emploi, elle vient tous les jours « pour être utile et se sentir moins seule ».

### Agir sans l'aide de l'État

Elle prépare le déjeuner pour les enfants de la garderie municipale voisine, laquelle, faute de budget ne peut plus fournir les repas. « La seule chose qui peut nous sauver, c'est la solidarité, assure Kostas en ouvrant le garde-manger, exclusivement garni de dons. Représentant de commerce, il avait 45 ans quand il a perdu son travail en 2009. Après avoir perçu durant un an – la durée maximale en Grèce – des allocations chômage, il s'est retrouvé sans revenu. « J'ai tout perdu, je ne m'attendais pas à vivre ça un jour. Je ne suis plus le même, confie cet homme au sourire généreux et au regard triste, les traits marqués par la galère. La crise m'a transformé comme elle a transformé la société. » Lors des élections qui ont vu la victoire de Syriza, le 25 janvier, Kostas ne s'est pas rendu aux urnes. « Je faisais la cuisine, lance-t-il en guise d'explication. Je ne crois ni aux politiques, ni aux entreprises, ni aux Églises. Mais en l'homme, oui, toujours. » Depuis 2012, et l'apparition de véritables défis humanitaires, de nombreuses initiatives, comme celles de Kostas, ou du Pirée, ont fleuri en Grèce, reposant, en l'absence de subventions publiques, exclusivement sur la solidarité citoyenne. « C'est un mouvement assez nouveau, commente Christos Giovanopoulos, responsable du réseau Solidarité pour tous, qui regroupe près de 400 organisations indépendantes. Avant, on avait l'habitude de compter sur l'État et l'Église orthodoxe pour répondre aux besoins. » Si l'État n'a plus d'argent, l'Église reste très engagée dans l'aide aux plus démunis. La paroisse ▶

## Au chevet des exclus de la santé

En bordure de la mer Égée, à une vingtaine de kilomètres d'Athènes, trois avions dorment encore sur le tarmac désaffecté. Depuis l'ouverture d'un nouvel aéroport pour les Jeux olympiques de 2004, le temps semble s'être arrêté à Ellenikon. Le grand hall des départs n'est plus qu'une carcasse vide. À quelques centaines de mètres, de l'autre côté des grilles, c'est l'affluence. Installée depuis décembre 2011 dans un pavillon de la zone aéroportuaire, la clinique solidaire d'Ellenikon fait le plein. Giota, 43 ans et mère de trois enfants, vient régulièrement depuis Athènes, « en bus ou à pied ». Elle était vendeuse dans un magasin de jouets qui a fermé en 2011. Avec son emploi, elle a perdu ses droits à la Sécurité sociale. « Je n'ai aucun revenu et aucun accès au système de santé publique », résume-t-elle. « Les chômeurs n'ont aucune couverture, c'est dramatique, déplore Vassiliti Skavenitou, une pédiatre de 49 ans, qui travaille bénévolement à Ellenikon un après-midi par semaine. Elle assure le suivi des enfants et leur administre notamment les vaccins essentiels. Comme elle, plus de cent médecins volontaires, de toutes les spécialités, consultent ici

gratuitement. Six mille patients, des nouveau-nés aux personnes âgées, sont aujourd'hui enregistrés à la clinique solidaire d'Ellenikon, qui fonctionne sans aucune subvention, uniquement grâce aux dons venus de Grèce et de l'étranger. Le pays compte aujourd'hui une soixantaine de structures semblables. Sofia Tzitzikou, une pharmacienne à la retraite, s'occupe de l'officine du dispensaire solidaire situé près de la place Omonia, au cœur de la capitale. Elle ne cache pas son inquiétude : « Les personnes sans ressources sont de plus en plus nombreuses et les maladies, repérées tardivement, de plus en plus graves. Combien de personnes atteintes de problèmes cardiaques, de diabète ou de cancer, n'ont pas accès aux soins ? Sans parler de jeunes mamans qui s'endettent pour payer leur accouchement... » Sofia Tzitzikou le sait : même si de nombreux praticiens se mobilisent, la solidarité ne peut seule répondre à l'ensemble des besoins. Pour elle, l'accès à la santé doit être une des priorités du nouveau gouvernement. « Il y a urgence ! martèle-t-elle. Être malade et ne pas pouvoir se soigner, c'est la pire des injustices ! »



À la clinique solidaire d'Ellenikon, la pédiatre Vassiliti Skavenitou (à dr.) prodigue les soins de base aux enfants qui n'ont plus accès au système de santé publique.

### LA SOCIÉTÉ CIVILE, JUSQU'ALORS ASSEZ PASSIVE, S'EST RÉACTIVÉE

⊕ Agios Artemios, dans le quartier résidentiel de Pagrati, distribue chaque jour 80 portions de nourriture. « C'est quatre fois plus qu'au début de la crise, indique Marcella, une bénévole. Depuis un mois, nous donnons aussi des repas aux enfants de l'école d'à côté. » L'approvisionnement est assuré par la générosité des fidèles mais aussi grâce au P. Angelou, le pope de l'église, qui reverse presque l'intégralité de son salaire aux œuvres de la paroisse. Depuis un an, Sofia, 70 ans, vient régulièrement manger ici. « Je n'ai pas le choix, dit-elle. Ma retraite est passée de 500 à 365 euros, raconte-t-elle. Tout a augmenté : l'électricité, les médicaments pour mon arthrite... Je ne m'en sors pas. »

« Les mesures d'austérité ont d'abord frappé les plus faibles, observe Theoni Stathopoulou, directrice de recherche au Centre national de recherches sociales, à Athènes. La crise a creusé les inégalités et les classes moyennes ont vu leur niveau de vie chuter : perte d'emploi, et parfois de logement. Du

coup, à la suite de ce choc, on assiste à de nouvelles formes d'entraide. Désormais, tout le monde se sent menacé ou connaît quelqu'un qui est touché. C'est pourquoi la société civile, jusqu'alors assez passive, s'est réactivée. Mais pour combien de temps ? Face à la crise, la population grecque connaît une mutation profonde dont on ne verra les effets qu'à long terme. »

#### Syriza, un nouvel espoir

En mars dernier, une étude allemande a révélé que les foyers grecs les plus modestes ont perdu plus de 80 % de leurs revenus, alors que les plus riches ont subi une baisse de 20 % seulement. Aujourd'hui, près de 45 % des Grecs vivent sous le seuil de pauvreté. Dans l'effervescence des rues de la capitale grecque, l'impasse économique se manifeste de multiples façons : de nombreuses boutiques au rideau définitivement baissé, des constructions d'immeubles stoppées net, une circulation moins dense depuis que le carburant est devenu un luxe. Sur toutes les lèvres, dans le bus ou dans les cafés, les mêmes conversations reviennent : ces enfants qui s'évanouissent de faim dans les écoles, le nombre de suicides qui a flambé en cinq ans, l'inflexibilité des dirigeants européens, ces épargnants qui retirent leurs économies

des banques, ces professions libérales qui semblent toujours échapper à l'impôt. Une éventuelle sortie de l'euro ne sonne plus vraiment comme une menace pour la population. « Souffrir dans la zone euro ou en dehors, cela ne devrait pas changer grand-chose pour ceux qui n'ont rien », estime Sofia Tzitzikou, une pharmacienne à la retraite, engagée dans les mouvements solidaires.

Trois mois après la victoire de la coalition de la gauche radicale, Syriza, aux législatives du 25 janvier, le gouvernement est engagé dans un véritable bras de fer avec l'Europe (*lire l'encadré ci-dessous*) mais bénéficie encore du soutien d'une bonne partie de la population. « Les électeurs ne sont pas naïfs, ils savent qu'il n'y aura pas de miracle, nuance Christos Giovanopoulos, de Solidarité pour tous. Pendant des décennies, les mêmes dirigeants, de droite comme de gauche, se sont succédé et ont conduit le pays à la ruine. Aujourd'hui, Syriza amène des personnes nouvelles, qui paraissent sincères et honnêtes, et donnent l'impression de vouloir vraiment faire quelque chose pour le pays. »

Du haut du 8<sup>e</sup> étage d'un immeuble de la rue Stadiou, à deux pas d'Omonia, la place de la « Concorde », Panos Skourletis, le ministre du Travail, a bien conscience des attentes des citoyens. « Nous ferons ce pour quoi les Grecs nous ont élus », assure-t-il. Des éclats de voix jaillissent derrière une porte du bureau. Un membre du cabinet est au téléphone avec le dirigeant d'une grande entreprise, il tâche de le convaincre de payer ses salariés. Comment le nouveau gouvernement pourra-t-il tenir sa promesse de relever le salaire minimum de 500 à 700 euros, alors que de nombreux employeurs ne parviennent pas à verser les paies ? « On le fera par étapes, explique Panos Skourletis, les mesures d'austérité prises depuis cinq ans n'ont fait qu'empirer la situation. Nous voulons réduire le nombre de fermetures d'entreprises et restructurer la productivité. » Au cœur des préoccupations du gouvernement : les jeunes. Près de 60 % d'entre eux



### Sous la pression de l'Europe

Élu le 25 janvier sur un programme anti-austérité, le Premier ministre Alexis Tsipras mène actuellement des négociations avec ses créanciers. Le pays a honoré un premier remboursement de 459 millions d'euros auprès du FMI le 9 avril.

En mai, la Grèce doit encore verser 760 millions d'euros. Pourra-t-elle s'acquitter de ce paiement ? Les 7 milliards d'aide prévus par l'Europe sont suspendus à la validation des réformes proposées par le gouvernement grec. « Le problème, c'est que les Grecs ont du mal à produire quelque chose de crédible, estime

Philippe Tibi, professeur de finance à Sciences-Po et à Polytechnique. Il leur faudrait un réel outil pour lever l'impôt, relever la TVA sur les îles, taxer les armateurs et l'Église... bref, remettre de l'ordre dans leur économie. » Quant à l'éventualité d'une sortie de l'euro, « ce serait catastrophique pour le pays, estime Philippe Tibi. Cela entraînerait une dévaluation, la fuite des capitaux, et d'immenses difficultés à importer pour un pays qui ne produit pas assez pour subvenir à sa consommation ».



sont au chômage et les plus diplômés fuient le pays. « C'est notre avenir qui est en jeu », résume le ministre.

### Entreprendre pour résister

Titulaire d'un master de commerce, Anna, 28 ans, a décidé de rester. « J'ai beaucoup réfléchi, reconnaît-elle. Partir n'est pas la solution. » Avec Maria Louisa, 36 ans, elle a créé une start-up, qu'elles développent ensemble à Athènes dans un incubateur d'entreprises financé par l'ambassade des Pays-Bas. Elles ont investi leurs économies dans Cultinet, une plateforme internationale de mise en relation des professionnels de l'art. Pour l'instant, les deux jeunes femmes ne tirent aucun revenu de leur activité et vivent chacune chez leurs parents. « Vu la situation, autant faire quelque chose qui nous passionne, considère Anna. Nous ne nous faisons pas d'illusions mais la crise est aussi l'occasion

**1| On ne compte plus les devantures fermées dans les rues d'Athènes.**

**2| Panos Skourletis, ministre du Travail, sait que la tâche du nouveau gouvernement sera des plus ardues.**

**3| La solidarité s'étend également au soutien scolaire, comme ici dans le quartier de Moschato, au sud de la capitale.**

d'inventer de nouvelles choses. Au fond, désormais, le risque n'est pas si grand. » À 26 ans, Irina aussi a décidé de rester : « Je vis ici et je ne veux pas abandonner, je pense que nous serons plus forts que la crise. » Jeune diplômée en marketing, Irina travaille pour une multinationale pharmaceutique. Tous les mardis et jeudis, elle se rend bénévolement à Mesopotamia, le centre social de Moschato, son quartier, pour enseigner l'anglais à des enfants de 8 à 9 ans. Elle-même y a suivi des cours à la fin de ses études, une « aide précieuse » pour elle. Au total, 120 élèves participent à cette école solidaire.

Le soutien scolaire, assuré par une trentaine de volontaires, n'est pas gratuit. Il est intégré à une « banque de temps » alimentée par les compétences de chacun. Par exemple, en échange des cours que reçoivent ses enfants, une mère de famille fera des courses pour d'autres membres. Créée en 2011, l'école solidaire Mesopotamia, « répond à un vrai besoin, explique Christos Korolis, 34 ans, à l'origine du réseau. Les enfants ont besoin de ces cours car le système scolaire grec n'offre pas suffisamment de chances de réussite. Au-delà, la banque de temps a une véritable utilité sociale. En nous obligeant à inventer ces nouveaux modes de fonctionnement, on peut dire que la crise a été une bonne chose. » Le trentenaire en est convaincu : « Ce réseau doit perdurer le jour où il n'aura plus de raison d'être strictement économique », dit-il, en espérant que cet horizon ne soit pas trop lointain. ●